



Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale

Déclaration liminaire CGT au CSFPH reconvoqué du 23 avril 2026

Le 21 avril, par voie de presse, la fédération CGT de la Santé et de l'Action sociale a pris connaissance des prochaines orientations budgétaires de l'État.

Le gel de 6 milliards d'euros de dépenses prévus dont 2 milliards sur le champ sanitaire et social nous interpelle. Le gouvernement fait le choix de financer la guerre au Moyen-Orient et cela au détriment de la prise en charge de la population.

2 milliards d'économie sur la santé et l'action sociale : c'est inacceptable !!

Alors que les salarié.es et agent.es du secteur de la santé et de l'action sociale subissent de plein fouet les coupes budgétaires sur le budget de la sécurité sociale :

- salaires non revalorisés,
- effectifs pas au niveau des besoins pour une prise en charge de qualité, absences non remplacées et travail en mode dégradé devenu habituel.

Combien de morts dans les établissements de santé, faute de professionnels disponibles, le gouvernement est-il prêt à accepter ?

À cela, sur la période 2000-2025, il faut rajouter la fermeture de 100 000 lits. Actuellement les fermetures ciblent, entre autres, les maternités et la psychiatrie. La population subit de plein fouet les orientations à la baisse du financement de la sécurité sociale qui ont pour conséquence une baisse de l'accès aux soins.

Dans le même temps, l'État voudrait faire des économies sur les arrêts maladie : sur le secteur public il y a déjà un jour de carence et 3 dans le secteur privé. De nombreux collègues renoncent à se soigner et aux arrêts maladie et continuent à travailler pour éviter les pertes de salaires.

La loi de finance de la sécurité sociale 2026 (LFSS) prévoyait déjà 6 milliards d'économie sur l'ONDAM. La fédération CGT de la Santé et de l'Action sociale l'avait dénoncé et s'était mobilisée le 16 décembre 2025 contre ce budget qualifié par tous de très austéritaire.

Nous n'accepterons pas de nouvelles coupes budgétaires qui mettent la population en danger et appelons à une première mobilisation le 4 mai prochain devant l'Assemblée nationale, jour où débute le débat sur l'augmentation des budgets militaires à hauteur de 36 milliards

Pour la CGT, l'État doit mettre l'argent pour la Sécu et pas pour les OBUS.